

## Échanges régionaux des Départements français d'Amérique : un potentiel de développement à confirmer

Un réel potentiel de développement des échanges régionaux des départements français d'Amérique (DFA) existe, malgré le fort rattachement à l'Hexagone et l'usage de la langue française, minoritaire dans la zone Caraïbe. Tel est le principal enseignement de l'étude « *Échanges régionaux des Départements français d'Amérique : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité* », publiée par l'IEDOM dans le cadre d'un programme d'étude sur les échanges régionaux des DOM-COM\*.

Cette étude, qui utilise un modèle de gravité, met ainsi en évidence un certain nombre de facteurs structurels favorisant les échanges intra-caribéens, tels que les distances relativement modérées au sein de la zone, le niveau de développement économique qui y est plutôt élevé et la taille non négligeable de certains pays.

Néanmoins, le rattachement à une métropole, dont l'effet est beaucoup plus marqué pour les DFA que pour les autres territoires de la Caraïbe non-souverains et, dans une moindre mesure, l'usage d'une langue minoritaire dans l'espace caribéen, constituent des facteurs structurels de frein au développement d'échanges régionaux plus importants. Le surplus d'échanges lié aux accords régionaux existants, mesuré dans l'étude, augure toutefois de perspectives d'insertion régionale encourageantes pour les DFA, suite à la signature d'un Accord de Partenariat Économique, en 2008, entre l'Union européenne et une quinzaine de pays et territoires de la Caraïbe.

Pour se procurer l'étude : [http://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie\\_echanges\\_regionaux\\_dfa\\_072011.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie_echanges_regionaux_dfa_072011.pdf)

\* Un premier volet sur les Collectivités d'outre-mer du Pacifique, publié en janvier 2001, est disponible sur [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Communiqué de la BCE

Au cours du premier semestre 2011, 295 553 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 18,8 % par rapport au second semestre 2010. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons. Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation est en moyenne de 13,8 milliards au premier semestre 2011.

### Révision des directives européennes sur les fonds propres réglementaires

La Commission européenne a adopté le 20 juillet 2011, deux propositions (une Directive et un Règlement) visant à renforcer la réglementation dans le secteur bancaire. Elles remplacent les Directives actuelles et entrent dans le cadre des mesures prises pour la mise en place d'un système financier plus sain et plus sûr. La directive régit l'accès aux activités de collecte de dépôts et le règlement établit les règles prudentielles à respecter. Les textes sont disponibles sur : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/bank/regcapital/index\\_fr.htm#crd4](http://ec.europa.eu/internal_market/bank/regcapital/index_fr.htm#crd4)

### Outre-mer

#### 1 – Saint-Barthélemy

La décision du Conseil européen du 12 juillet 2011 relative à la signature et à la conclusion de l'accord monétaire entre l'Union européenne et la République française relative au maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 20 juillet 2011.

#### 2 – Guyane et Martinique

Les deux lois relatives à la création d'une collectivité unique en Guyane et en Martinique : la loi organique n° 2011-883 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution et la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ont été publiées au JORF du 28 juillet 2011.

#### 3 – L'octroi de mer

Dans un communiqué, la ministre chargée de l'outre-mer, Marie-Luce Penchard, se félicite de la décision sur l'octroi de mer prise par le Conseil des ministres de l'Union européenne le 20 juillet 2011 après avis favorable du Parlement européen. Cette décision permet notamment à la Guyane d'ajouter une cinquantaine de produits à la liste de produits locaux bénéficiant d'un régime préférentiel au regard de l'octroi de mer. La ministre a indiqué qu'« il importe de concentrer tous nos efforts sur la pérennisation de ce régime pour 2014 ».

### Publications

#### 1 – Conseil économique, social et environnemental : les énergies renouvelables en outre-mer : laboratoire pour notre avenir

Le rapport présenté par Patrick Galenon est disponible en téléchargement sur :

<http://www.lecese.fr/index.php/rapports-et-avis/les-energies-renouvelables-outre-mer>

#### 2 – Banque de France : Note sur le taux de chômage des régions françaises d'outre-mer

Jean-François Hoarau, Claude Lopez, Michel Pau. La note de travail n° 337 de juillet 2011 est disponible en anglais à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/gb/publications/telechar/ner/DT337.pdf>

#### 3 – Médiation du crédit aux entreprises : Guide de financement des TPE

Le guide pédagogique réalisé par la Médiation du crédit aux entreprises avec les Tiers Confiance est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Guide-de-financement-des-TPE>

### Publications IEDOM

#### 1 - Panorama 2010 de la Guyane, de La Réunion, de Mayotte, de la Martinique et de Saint-Pierre-et-Miquelon

Dans la collection Note expresse, série « Portrait », n° 108, 109, 113, 114 et 115

#### 2 – Le microcrédit en Guyane : un dispositif en voie de structuration, note expresse « série Eclairage », n° 111

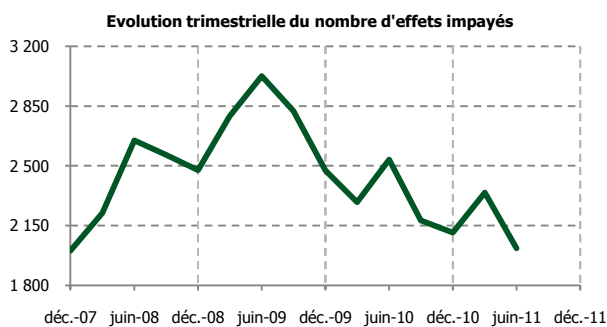
Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr))

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication de la note expresse « Panorama 2010 de La Réunion »

L'IEDOM vient de publier une nouvelle note expresse intitulée « Panorama 2010 de La Réunion ». En quatre pages, cette note propose un éclairage synthétique sur les caractéristiques structurelles et économiques de l'île et favorise ainsi la compréhension des enjeux économiques du département. Elle offre des éléments de cadrage macroéconomiques (PIB par habitant, inflation, le marché du travail, etc.) et démographiques. Elle inclut également une analyse des secteurs clés de l'île tels que l'industrie sucrière, le BTP et le secteur du tourisme, ainsi qu'une observation de l'activité bancaire. La note est disponible sur [le site de l'Iedom](#).

## Baisse du nombre des effets de commerce impayés au deuxième trimestre 2011



Source: Iedom

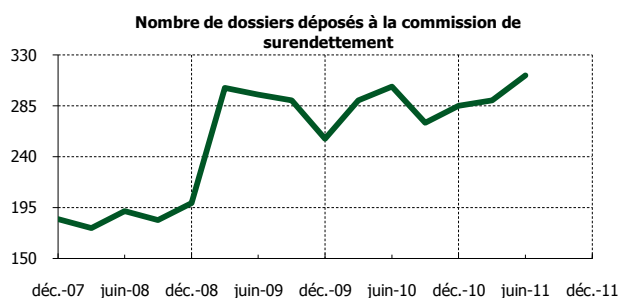
Au deuxième trimestre 2011, le nombre d'effets de commerce impayés a diminué de 14,0 % par rapport au trimestre précédent. En cumul depuis le début de l'année, le nombre d'effets impayés est en baisse de 9,6 % par rapport à la même période en 2010.

Parallèlement, le montant moyen d'impayés a fléchi de 21,7 % entre mars et juin 2011. Les baisses conjuguées du nombre d'impayés et du montant moyen engendrent un net recul du montant total d'impayés : - 32,4 % par rapport au trimestre précédent et - 16,4 % sur les six premiers mois de l'année en cumul.

## Hausse du nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement

Au deuxième trimestre 2011, 312 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une progression de 7,6 % par rapport au trimestre précédent et de 3,3 % par rapport au même trimestre en 2010.

En cumul sur les six premiers mois de l'année 2011, le nombre de dossiers est en hausse de 1,7 % par rapport à la même période en 2010.



Source: Iedom

## BREVES ECONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	127,2	+ 0,3 %	+ 2,8 %
		124,0	+ 0,1 %	+ 2,1 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	23 153	- 11,6 %	+ 0,9 %
	En cumul (milliers d'euros)	140 180	-	+ 12,1 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	2 004,2	-	+ 28,1 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	129,8	-	+ 22,1 %
	Taux de couverture	6,5 %	-	- 0,3 pt
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	118 420	- 0,0 %	+ 9,1 %

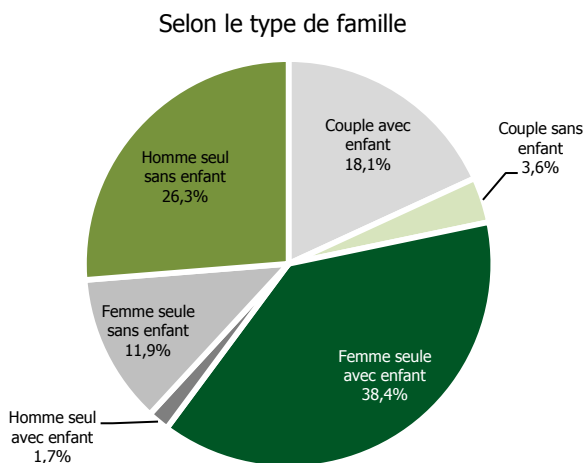
### LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	156 285	- 10,2 %	+ 16,4 %
	Cumul 2011	1 017 014	-	+ 10,6 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros)	1,0	n.s.	- 12,2 %
	Cumul 2011 (millions d'euros)	4,4	-	- 53,2 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	8,6	n.s.	- 11,6 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	68,8	-	- 44,1 %
	Effectifs salariés du BTP	17 371	+ 0,6 %	+ 0,7 %

## Près de 92 000 foyers bénéficient du Revenu de Solidarité Active au 1<sup>er</sup> trimestre 2011

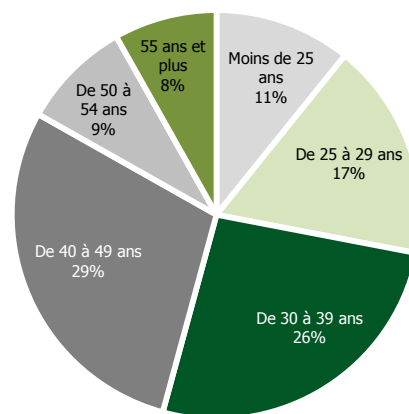
Mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le Revenu de Solidarité Active (RSA) a été versé à 91 967 foyers réunionnais à fin mars 2011, pour un montant de 105,2 millions d'euros (en cumul sur les trois premiers mois de l'année). Parmi les bénéficiaires, 83,7 % perçoivent le RSA "socle", soit 77 022 foyers. Près d'un bénéficiaire du RSA sur quatre est une femme seule avec enfant(s). Les personnes seules sans enfant sont également fortement représentées, avec 38,2 % des ménages concernés, dont plus des deux tiers sont des hommes. Le titulaire du dossier est âgé entre 30 et 49 ans dans un peu plus de la moitié des cas.

### Répartition des foyers bénéficiant du RSA au 1<sup>er</sup> trimestre 2011



Source : CAF - Éléments Locaux d'Indicateurs Statistiques des Allocataires (ELISA)

### Selon l'âge du titulaire du dossier



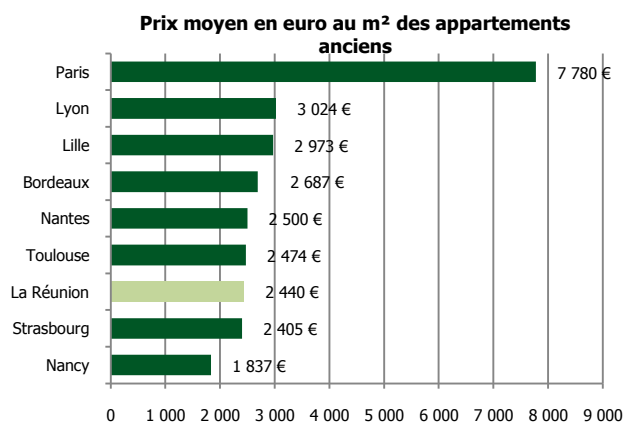
Source : CAF - Éléments Locaux d'Indicateurs Statistiques des Allocataires (ELISA)

## Stabilité du loyer moyen dans le parc locatif privé entre 2008 et 2009

Selon l'Observatoire des loyers privés de La Réunion, le loyer moyen dans le parc locatif privé réunionnais est estimé à 9,20 €/m<sup>2</sup> en 2009. Le marché de la location privée stagne entre 2008 et 2009, avec un loyer moyen au m<sup>2</sup> qui n'a pas évolué. Il reste néanmoins inférieur au plafond de la défiscalisation intermédiaire (11,6 €/m<sup>2</sup>).

L'analyse géographique des niveaux de loyers confirme les disparités observées au cours des années précédentes. L'Ouest enregistre les loyers médians les plus forts du département, devant le Nord. La publication est disponible sur le [site de l'Agorah](#).

## Hausse des prix de vente des logements anciens au 1<sup>er</sup> trimestre 2011



Source : Bases immobilières des Notaires de France

Selon les Notaires de France, le prix moyen des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 440 €/m<sup>2</sup> au premier trimestre 2011, en hausse de 6,4 % par rapport au premier trimestre 2010. Cette augmentation reste inférieure à celle observée en France métropolitaine où l'indice Notaires-Insee s'accroît de 10,5 % sur la même période. Le prix moyen au m<sup>2</sup> dans l'île est proche des moyennes observées à Strasbourg, Toulouse et Nantes, mais nettement en deçà du prix moyen parisien (7 780 €/m<sup>2</sup>).

Le prix moyen de vente des maisons anciennes est estimé à 210 000 €. A l'inverse du marché métropolitain, le prix moyen des maisons anciennes est supérieur à celui des appartements anciens : + 10,5 % en glissement annuel. La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

## L'accès à l'emploi toujours difficile pour les plus de 50 ans

Alors que le nombre de réunionnais inscrits à Pôle Emploi en catégorie A se stabilise, celui des seniors demandeurs d'emploi continue de croître (+ 1,8 % entre mai et juin 2011). Sur un an, le nombre de demandeurs de 50 ans et plus a progressé de 1,7 % en moyenne chaque mois contre 0,7 % pour l'ensemble des inscrits en catégorie A, soit une augmentation de 22,6 % pour les demandeurs seniors entre juin 2010 et juin 2011 contre 9,1 % pour l'ensemble des demandeurs. Même si cette forte croissance touche aussi bien les deux sexes, on observe une hausse de demandeurs « femmes de 50 ans et plus » supérieure à celle des hommes. La publication est disponible sur le [site la DIEECTE de La Réunion](#).

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2011)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,0016%	1,0230%	1,1330%	1,0033%	1,4190%	1,5970%	1,8180%	2,1830%

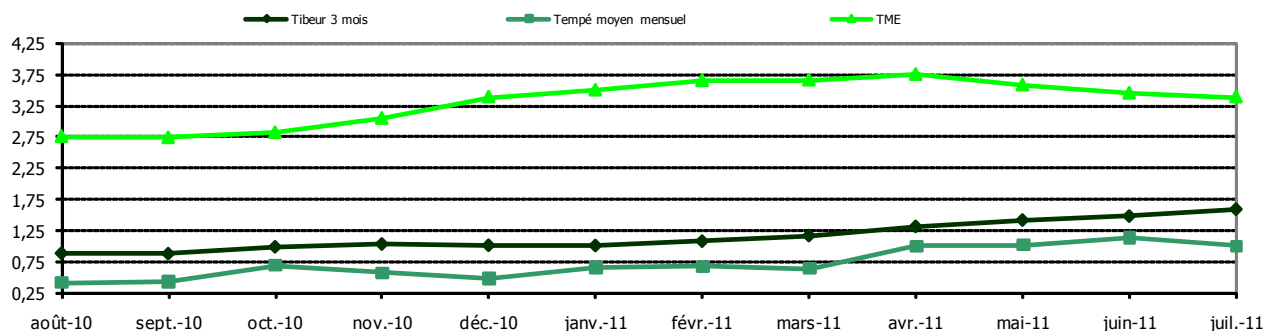
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,75%	3,58%	3,45%	3,39%	3,95%	3,78%	3,65%	3,59%

## Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,49%
Prêts à taux fixe	5,97%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	9,34%
Prêts à taux variable	5,33%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts relais	6,07%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,29%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,41%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,08%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,37%	Découverts en compte (1)	13,88%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,00%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,61%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	10,46%	Découverts en compte (1)	13,88%

( 1 ) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

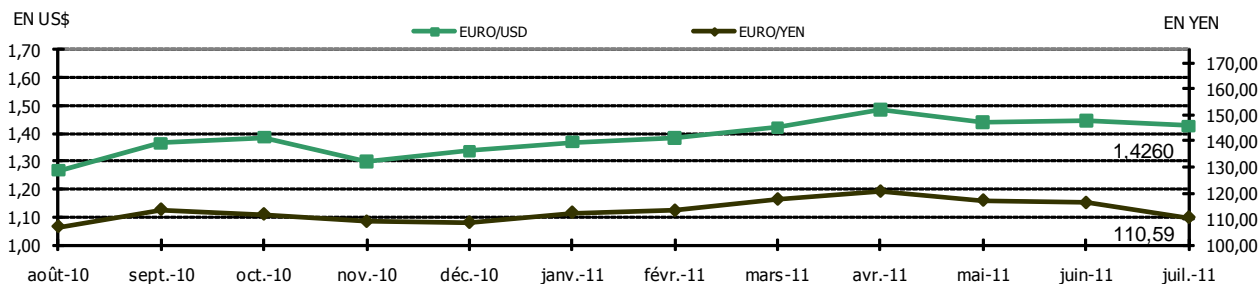
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4260	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6084	EURO/SRD (Surinam)	4,75130
EURO/JPY (Japon)	110,5900	EURO/BWP (Botswana)	9,35840	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57720
EURO/CAD (Canada)	1,3556	EURO/SCR (Seychelles)	17,5672	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,7840
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87490	EURO/MUR (Maurice)	40,1400	EURO/BBD (La Barbade)	2,87960
EURO/SGD (Singapour)	1,7185	EURO/BRL (Brésil)	2,2431	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,22000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,1134	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,18340	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2865,1629	EURO/XCD (Dominique)	3,8874	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : Arnaud BELLAMY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer le 04 août 2011 - Dépôt légal : août 2011 - ISSN 1240-3857